

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Caroline Dégarie, trésorière, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Percé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 1 octobre 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
la Ville de Percé

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Percé (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2023 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, la ville doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. Au 31 décembre 2023, la ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous a conduits à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Observations - éventualité

Nous attirons l'attention sur la note 26 des états financiers qui mentionne que l'UPAC réalise actuellement une enquête en collaboration avec la Ville. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

RAYMOND CHABOT GRANT THORHTON, S.E.N.C.R.L.
CPA auditrice, permis de comptabilité publique A119539
Chandler, le 24 septembre 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	5 040 350	5 195 335	4 929 224
Compensations tenant lieu de taxes	2	520 090	517 650	481 219
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 028 060	5 800 751	2 275 151
Services rendus	5	531 500	607 947	961 319
Imposition de droits	6	86 000	124 029	120 148
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	55 000	103 435	77 709
Autres revenus	10	109 000	189 822	183 823
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	7 370 000	12 538 969	9 028 593
Charges				
Administration générale	14	1 219 395	1 190 543	1 215 137
Sécurité publique	15	546 165	796 507	692 517
Transport	16	1 874 390	2 714 970	2 975 821
Hygiène du milieu	17	1 207 065	1 706 602	1 645 358
Santé et bien-être	18	45 500	43 816	29 935
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 071 720	1 442 288	1 396 846
Loisirs et culture	20	394 800	458 423	414 837
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	347 985	531 824	296 439
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	6 707 020	8 884 973	8 666 890
Excédent (déficit) de l'exercice	25	662 980	3 653 996	361 703
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		54 216 590	53 854 887
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		54 216 590	53 854 887
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		57 870 586	54 216 590

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 346 704	1 850 949
Débiteurs (note 5)	2 16 297 009	12 935 838
Prêts (note 6)	3	
Placements de portefeuille (note 7)	4 27 365	21 054
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	
Autres actifs financiers (note 8)	7	
	8 16 671 078	14 807 841
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	
Emprunts temporaires (note 9)	10 2 076 100	5 583 640
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11 2 904 412	1 511 698
Revenus reportés (note 11)	12 778 220	1 017 600
Dettes à long terme (note 12)	13 16 389 647	11 069 146
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	
Autres passifs (note 14)	15	
	16 22 148 379	19 182 084
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17 (5 477 301)	(4 374 243)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 15)	18 63 075 363	58 357 263
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 29 567	29 567
Stocks de fournitures	20 242 957	202 187
Actifs incorporels achetés (note 17)	21	
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 816
	23 63 347 887	58 590 833
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24 57 870 586	54 216 590
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :		
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25 57 870 586	54 216 590
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	
	27 57 870 586	54 216 590
Obligations contractuelles (note 19)		
Droits contractuels (note 20)		
Passifs éventuels (note 21)		
Actifs éventuels (note 22)		

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	662 980	3 653 996	361 703
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	6 713 442)	2 482 457)
Produit de cession	3		12 083	27 313
Amortissement	4		1 995 342	1 788 795
(Gain) perte sur cession	5		(12 083)	(27 313)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(4 718 100)	(693 662)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(40 770)	(95 911)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		1 816	4 659
	13		(38 954)	(91 252)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	662 980	(1 103 058)	(423 211)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(4 374 243)	(3 951 032)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(4 374 243)	(3 951 032)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(5 477 301)	(4 374 243)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 653 996	361 703
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 995 342	1 788 795
Autres			
▪ Gain sur cession	3.1	(12 083)	(27 313)
▪ Prov. moins value	3.2	3 298	(9 110)
	4	5 640 553	2 114 075
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(3 361 171)	609 176
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 392 714	(1 881 859)
Revenus reportés	8	(239 380)	(14 441)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(40 770)	(95 911)
Autres actifs non financiers	12	1 816	4 659
	13	3 393 762	735 699
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(6 713 442)	(2 482 457)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	12 083	27 313
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(6 701 359)	(2 455 144)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(9 609)	(9 609)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23	(9 609)	(9 609)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	7 172 974	
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 783 687)	(1 738 007)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(3 507 540)	2 141 131
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(68 786)	35 079
Autres			
▪	28.1		
	29	1 812 961	438 203
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(1 504 245)	(1 290 851)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 850 949	3 141 800
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 850 949	3 141 800
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	346 704	1 850 949

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

La ville n'a pas d'organismes contrôlés ni de partenariats à inclure au périmètre comptable.

a) Périmètre comptable

S.O

b) Partenariats

S.O

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Immobilisations corporelles

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

	<u>Taux</u>
Infrastructures	2,5 à 5 %
Bâtiments	2,5 %
Véhicules	5 à 10 %
Machinerie, outillage et équipement	5 %
Ameublement et équipement de bureau	5 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus de services rendus et autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville aux employés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Frais de refinancement imputés aux contribuables de la même manière que l'emprunt initial. Ces frais sont absorbés par les revenus généraux selon la même méthode d'amortissement des frais reportés.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

3. Modification de méthodes comptables

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} janvier 2023, la ville aurait dû adopter les recommandations du nouveau chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la ville devrait comptabiliser un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la ville qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées. Conformément aux nouvelles exigences, la ville devrait comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

La ville n'a évalué ni comptabilisé aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2023.

Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2023, la ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 1201, « Présentation des états financiers », et SP 3450, « Instruments financiers », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*.

Le chapitre SP 3450 établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Les principaux éléments de ce nouveau chapitre sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement;
- La quasi-totalité des dérivés, y compris les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, sont évalués à la juste valeur;
- L'évaluation à la juste valeur s'applique également aux placements de portefeuille dans des titres de capitaux propres qui sont cotés sur un marché actif;
- Les autres actifs financiers et passifs financiers sont de façon générale évalués au coût ou au coût après amortissement;
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation;
- Il n'est pas nécessaire de présenter une comparaison des montants réels et des montants budgétés dans l'état des gains et pertes de réévaluation;
- Lorsque l'entité définit et met en œuvre une stratégie de gestion des risques ou de placement afin de gérer et d'évaluer la performance d'un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou des deux en fonction de la juste valeur, elle peut choisir d'inclure ces éléments dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur;
- De nouvelles exigences clarifient quand les passifs financiers sont décomptabilisés;
- La compensation d'un passif financier et d'un actif financier est interdite en l'absence d'un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et de l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément;
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées.

Le chapitre SP 1201 prévoit un nouvel état financier (l'état des gains et pertes de réévaluation) pour la comptabilisation des gains et pertes de réévaluation et prévoit que l'excédent ou le déficit accumulé présenté à l'état de la situation financière correspond à l'excédent ou au déficit accumulé lié aux activités et aux gains et pertes de réévaluation cumulés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, ont fait l'objet d'une application prospective et, en conséquence, les montants comparatifs au 31 décembre 2022 et pour l'exercice terminé à cette date sont présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par la ville avant l'adoption de ces nouveaux chapitres. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de la ville au 1^{er} janvier 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 346 704	1 850 949
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 346 704	1 850 949
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 346 704	1 850 949
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 346 702	498 823
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives aux infrastructures touristiques et aux fonds réservés pour le fonds de roulement, pour les dépenses liées à la tenue d'une élection et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 389 801 \$ (270 091 \$ en 2022). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 216 166 \$ (77 709 \$ en 2022).

5. Débiteurs

	2023	2022
Taxes municipales	9 485 756	481 970
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10 5 118	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11 14 900 131	11 466 500
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12 580 185	592 550
Organismes municipaux	13 11 694	61 435
Autres		
▪ Autres	14.1 314 125	333 383
	15 16 297 009	12 935 838
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16 8 916 645	6 957 004
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20 8 916 645	6 957 004
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21 8 163	14 654
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22 694 428	724 348
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23 3 748 335	1 789 163
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24 6 748 880	6 610 346
Ministère de la Culture et des Communications	25 218 197	222 567
Autres ministères/organismes	26 3 490 291	2 120 076
	27 14 900 131	11 466 500

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

Le montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts à des taux variant de 1,67 % à 4,11 % et viennent à échéance au plus tard en 2042.

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	27 365	21 054
Autres placements	34		
	35	27 365	21 054
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 8 070 936 \$, portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel, soit 7,20 %, au taux préférentiel plus 0,25 %, soit 7,45 % (taux variant du taux préférentiel, soit 6,45 %, au taux préférentiel plus 8,7 %, soit 15,15 % au 31 décembre 2022) et renouvelables annuellement. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations courantes et d'investissement de la ville.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	2 162 725	1 214 048
Salaires et avantages sociaux	42	103 430	60 309
Dépôts et retenues de garantie	43	473 875	176 328
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus	45.1	164 382	61 013
	46	2 904 412	1 511 698

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	50 650	59 743
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ Revenus de projets et autres	52.1	173 891	469 185
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	397 158	345 791
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59	156 521	142 881
Autres			
▪	60.1		
	61	778 220	1 017 600

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,70	5,55	2024	2028	62	16 026 300	11 097 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,89	5,89	2024	2028	68	519 036	58 249
Autres					69		
					70	16 545 336	11 156 049
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(155 689)	(86 903)
					72	16 389 647	11 069 146

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73	3 705 700	70 554		3 776 254
2025	74	1 534 600	53 879		1 588 479
2026	75	4 549 000	57 140		4 606 140
2027	76	786 000	60 598		846 598
2028	77	5 451 000	276 865		5 727 865
2029 et plus	78				
	79	16 026 300	519 036		16 545 336
Intérêts et frais accessoires	80		()	()	
	81	16 026 300	519 036		16 545 336

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	78 604
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	
	90	78 604
		83 805

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	12 869 010			12 869 010
Eaux usées	103	6 550 467	9 798		6 560 265
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	34 336 861	5 626 462		39 963 323
Autres					
▪ Autres	105.1	1 998 834	512 995		2 511 829
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	7 672 949	25 000		7 697 949
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	5 381 168	636 310		6 017 478
Ameublement et équipement de bureau	110	300 580			300 580
Machinerie, outillage et équipement divers	111	636 642	589 667		1 226 309
Terrains	112	1 077 086	539 200		1 616 286
Autres	113	152 702			152 702
	114	70 976 299	7 939 432		78 915 731
Immobilisations en cours	115	8 435 399	(1 225 990)		7 209 409
	116	79 411 698	6 713 442		86 125 140
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	5 662 780	321 970		5 984 750
Eaux usées	118	4 623 730	145 188		4 768 918
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	4 265 894	996 897		5 262 791
Autres					
▪ Autres	120.1	795 678	57 903		853 581
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	2 430 766	185 206		2 615 972
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	2 473 516	232 388		2 705 904
Ameublement et équipement de bureau	125	289 198	4 168		293 366
Machinerie, outillage et équipement divers	126	361 173	51 622		412 795
Autres	127	151 700			151 700
	128	21 054 435	1 995 342		23 049 777
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	58 357 263			63 075 363
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130	659 764	545 348		1 205 112
Amortissement cumulé	131	(207 507)	(60 256)		(267 763)
Valeur comptable nette	132	452 257			937 349

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	29 567	29 567
	136	29 567	29 567
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	29 567	29 567

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Autres	144.1		1 816
Autres			
▪	145.1		
	146		1 816

Note**19. Obligations contractuelles****Office municipal d'habitation de la ville**

L'Office d'habitation de Percé, la ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la ville subventionne le solde du déficit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

20. Droits contractuels

La ville reçoit annuellement du ministère des Affaires Municipales et de l'Habitation ainsi que du ministère du Tourisme des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement des projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 323 529 \$ sur une période de 18 ans. L'échéancier de ces subventions est de 158 844 \$ en 2024, 239 204 \$ en 2025, 207 046 \$ en 2026, 175 362 \$ en 2027 et 144 146 \$ en 2028.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

La ville assume une responsabilité éventuelle en se portant garante d'un emprunt consenti à un organisme non compris dans son périmètre comptable (Géoparc de Percé, COOP de Solidarité), pour un montant maximum de 2 000 000 \$. Au 31 décembre 2023, le solde de l'emprunt est de 1 623 905 \$ (1 719 283 \$ au 31 décembre 2022).

Enfin, la ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté du Rocher-Percé. Au 31 décembre 2023, la portion de la dette à long terme attribuable à la ville s'élève à 2 591 649 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de 2 mises en demeure pour un montant total d'environ 15 000 \$, en plus des dommages et intérêts, concernant la non divulgation d'une zone d'érosion lors d'acquisition de terrains. La direction n'est pas en mesure d'évaluer le dénouement de ces causes, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

25. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

Les actifs financiers en souffrance totalisent 572 838 \$ (377 316 \$ au 31 décembre 2022), ont tous une échéance inférieure à un an et sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 8 163 \$ (14 654 \$ au 31 décembre 2022).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2022) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts temporaires	2 076 100 \$	0	0	
Créditeurs et charges à payer	2 904 412 \$	0	0	
Dette à long terme	4 332 423 \$	8 188 300 \$	5 833 633 \$	
Total	9 312 935 \$	8 188 300 \$	5 833 633 \$	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Éventualité

L'UPAC effectue actuellement une enquête administrative en collaboration avec la Ville. À ce jour, la Ville est à évaluer les impacts financiers pouvant résulter de l'enquête et si des ajustements pourraient devoir être apportés à ses revenus, charges, excédent de l'exercice et flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour l'exercice.

27. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	5 040 350	5 195 335		5 195 335	4 929 224	
Compensations tenant lieu de taxes	2	520 090	517 650		517 650	481 219	
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 028 060	1 304 625		1 304 625	879 369	
Services rendus	5	531 500	607 947		607 947	961 319	
Imposition de droits	6	86 000	124 029		124 029	120 148	
Amendes et pénalités	7						
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	55 000	103 435		103 435	77 709	
Autres revenus	10	109 000	189 822		189 822	183 823	
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	7 370 000	8 042 843		8 042 843	7 632 811	
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		4 496 126		4 496 126	1 395 782	
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21		4 496 126		4 496 126	1 395 782	
	22	7 370 000	12 538 969		12 538 969	9 028 593	
Charges							
Administration générale	23	1 219 395	1 146 681	43 862	1 190 543	1 215 137	
Sécurité publique	24	546 165	648 785	147 722	796 507	692 517	
Transport	25	1 874 390	1 499 051	1 215 919	2 714 970	2 975 821	
Hygiène du milieu	26	1 207 065	1 221 037	485 565	1 706 602	1 645 358	
Santé et bien-être	27	45 500	43 816		43 816	29 935	
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 071 720	1 409 246	33 042	1 442 288	1 396 846	
Loisirs et culture	29	394 800	389 191	69 232	458 423	414 837	
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	347 985	531 824		531 824	296 439	
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 995 342	(1 995 342)			
	34	6 707 020	8 884 973		8 884 973	8 666 890	
Excédent (déficit) de l'exercice	35	662 980	3 653 996		3 653 996	361 703	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	662 980	3 653 996	361 703
Moins : revenus d'investissement	2	()	(4 496 126)	(1 395 782)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	662 980	(842 130)	(1 034 079)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 995 342	1 788 795
Produit de cession	5		12 083	27 313
(Gain) perte sur cession	6		(12 083)	(27 313)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 995 342	1 788 795
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		3 298	(9 110)
	15		3 298	(9 110)
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		94 510	
Remboursement de la dette à long terme	17	(598 000)	(605 710)	(573 709)
	18	(598 000)	(511 200)	(573 709)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(10 000)	(82 754)	(31 317)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		26 921	181 163
Excédent de fonctionnement affecté	21	144 545	251 130	127 850
Réserves financières et fonds réservés	22	(199 525)	(205 522)	(177 415)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(83 416)	11 095
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(64 980)	(93 641)	111 376
	26	(662 980)	1 393 799	1 317 352
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		551 669	283 273

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	4 496 126	1 395 782
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(25 000)	()
Sécurité publique	3	(2 361 856)	(54 761)
Transport	4	(3 502 491)	(1 218 076)
Hygiène du milieu	5	(69 165)	(66 855)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(571 647)	(1 064 193)
Loisirs et culture	8	(183 283)	(78 572)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(6 713 442)	(2 482 457)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	(9 609)	(9 609)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 833 177	
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	82 754	31 317
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	278 545	343 820
Excédent de fonctionnement affecté	17	259 581	
Réserves financières et fonds réservés	18	209 305	
	19	830 185	375 137
	20	(2 059 689)	(2 116 929)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	2 436 437	(721 147)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	2 321 334	2 111 953	2 225 283
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	470 522	382 536	414 433
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	2 576 505	2 562 392	3 017 068
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	155 760	264 806	18 074
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	168 240	231 939	243 286
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	23 985	35 079	35 079
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	849 674	850 531	821 410
Transferts	15			
Autres	16	1 500	1 997	1 367
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	73 500	59 474	70 236
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 995 342	1 788 795
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21.1	2 000	2 000	5 000
Créances douteuses	21.2	2 000	17 557	12 695
Dommages intérêts	21.3	2 000	1 065	749
Biens patrimoniaux	21.4	60 000	368 302	13 415
	22	6 707 020	8 884 973	8 666 890

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 141 235	1 467 688
Excédent de fonctionnement affecté	2	810 082	748 138
Réserves financières et fonds réservés	3	483 941	498 823
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	(17 825)	(2 455 282)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	55 453 153	53 957 223
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	57 870 586	54 216 590
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 141 235	1 467 688
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 141 235	1 467 688
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fonds de stationnement	12.1	7 800	7 800
▪ Travaux, honoraires et autres	12.2	802 282	740 338
	13	810 082	748 138
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	810 082	748 138

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Infrastructures touristiques	17.1 312 635	228 743
	18	312 635
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	38 626
Organismes contrôlés et partenariats	22	145 907
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	92 680
Organismes contrôlés et partenariats	24	114 173
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	20 000
Autres		
▪ Fonds réservé pour rôle d'évaluation	30.1 20 000	
	31	171 306
	32	483 941
		270 080
		498 823

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	127 795)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪	57 (	127 795)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	127 795
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	44 384
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	127 795
	64 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 357 790	267 716
Investissements à financer	66 (375 615)(	2 722 998)
	67 (17 825)	(2 455 282)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 63 075 363	58 357 263
Propriétés destinées à la revente	69 29 567	29 567
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71 27 365	21 054
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 63 132 295	58 407 884
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 63 132 295	58 407 884
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (16 389 647)(	11 069 146)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (155 689)(	86 903)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 8 916 645	6 957 004
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80 94 515	
	81 (7 534 176)(	4 199 045)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 (144 966)(	251 616)
	83 (7 679 142)(	4 450 661)
	84 55 453 153	53 957 223

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	78 604	83 805
	110	78 604	83 805

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 725 700	3 842 561	3 643 340
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	118 250	118 838	117 215
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 843 950	3 961 399	3 760 555
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	220 000	223 134	220 952
Égout	13	213 800	215 366	202 777
Traitement des eaux usées	14	15 600	15 275	14 100
Matières résiduelles	15	747 000	762 081	712 013
Autres	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17		18 080	18 827
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 196 400	1 233 936	1 168 669
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 196 400	1 233 936	1 168 669
	27	5 040 350	5 195 335	4 929 224

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	376 370	376 718	370 883
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29	31 790	31 787	
Compensations pour les terres publiques	30			31 787
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32	11 000	11 060	12 555
Écoles primaires et secondaires	33	84 000	81 849	48 767
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	503 160	501 414	463 992
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	14 000	13 306	14 427
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	2 930	2 930	2 800
Taxes d'affaires	38			
	39	16 930	16 236	17 227
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	520 090	517 650	481 219

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49	14 275	14 272	14 884
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	431 470	494 136	448 757
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	29 555	29 552	40 695
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77		213 119	
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79	25 000		85 856
Autres	80	50 440	52 702	58 100
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81			
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83		11 000	
Réseau d'électricité	84			
	85	550 740	814 781	648 292

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86		
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89	1 792 809	
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91	2 509 752	682 603
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		(643)
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102		
Traitement des eaux usées	103		36 300
Réseaux d'égout	104		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117	139 965	403 960
Promotion et développement économique	118		
Autres	119	20 408	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120	33 192	273 562
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124	4 496 126	1 395 782

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126	387 030	387 025	125 429
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	35 000	47 529	42 762
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132			62 886
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134	55 290	55 290	
	135	477 320	489 844	231 077
TOTAL DES TRANSFERTS	136	1 028 060	5 800 751	2 275 151

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	137		
Évaluation	138		
Autres	139		
	140		
Sécurité publique			
Police	141		
Sécurité incendie	142		
Sécurité civile	143		
Autres	144		
	145		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	146		
Enlèvement de la neige	147		
Autres	148		
Transport collectif	149		
Autres	150		
	151		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152		
Réseau de distribution de l'eau potable	153		
Traitement des eaux usées	154		
Réseaux d'égout	155		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	156		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	157		
Tri et conditionnement	158		
Autres	159		
Autres	160		
Cours d'eau	161		
Protection de l'environnement	162		
Autres	163		
	164		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	165		
Autres	166		
	167		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	168		
Rénovation urbaine	169		
Promotion et développement économique	170		
Autres	171		
	172		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	173		
Activités culturelles			
Bibliothèques	174		
Autres	175		
	176		
Réseau d'électricité	177		
	178		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	4 000	4 650	3 984
	182	4 000	4 650	3 984
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184	3 000	63 060	3 834
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	3 000	63 060	3 834
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188		19 009	
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			416 006
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195	90 000	90 178	74 682
	196	90 000	109 187	490 688
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	197			
Traitement des eaux usées	198			
Réseaux d'égout	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206	5 000	6 699	5 650
	207	5 000	6 699	5 650

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212		900	500
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214		10 675	15 869
Autres	215		1 200	
	216		12 775	16 369
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	429 500	385 826	440 794
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219		25 750	
	220	429 500	411 576	440 794
Réseau d'électricité				
	221			
	222	531 500	607 947	961 319
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	531 500	607 947	961 319

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	6 000	11 417	12 335
Droits de mutation immobilière	225	80 000	112 612	107 813
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	86 000	124 029	120 148
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229			
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	55 000	103 435	77 709
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		12 083	27 313
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		3 864	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	109 000	173 875	156 510
	242	109 000	189 822	183 823
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	203 790	195 425		195 425	189 717
Greffe et application de la loi	2	228 600	208 523		208 523	210 788
Gestion financière et administrative	3	588 400	542 069		542 069	541 679
Évaluation	4	94 980	83 386		83 386	95 125
Gestion du personnel	5	9 500	10 854		10 854	14 958
Autres						
▪ autres	6.1	94 125	106 424	43 862	150 286	162 870
	7	1 219 395	1 146 681	43 862	1 190 543	1 215 137
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	241 280	259 362		259 362	255 566
Sécurité incendie	9	292 285	384 135	147 722	531 857	427 698
Sécurité civile	10					4
Autres	11	12 600	5 288		5 288	9 249
	12	546 165	648 785	147 722	796 507	692 517
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	919 635	859 135		859 135	881 740
Enlèvement de la neige	14	861 090	541 341	1 212 699	1 754 040	2 005 300
Éclairage des rues	15	32 800	43 450		43 450	31 256
Circulation et stationnement	16	15 500	8 902		8 902	15 757
Transport collectif						
Transport en commun	17	22 280	23 139	3 220	26 359	21 931
Transport aérien	18	23 085	23 084		23 084	19 837
Transport par eau	19					
Autres	20					
	21	1 874 390	1 499 051	1 215 919	2 714 970	2 975 821

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	134 945	145 372	145 372	111 409
Réseau de distribution de l'eau potable	23	85 000	78 467	402 331	394 888
Traitement des eaux usées	24	211 710	216 137	329 539	322 871
Réseaux d'égout	25	28 970	34 623	67 778	59 654
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	26	746 440	746 438	761 582	741 311
Élimination	27				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	28				
Tri et conditionnement	29				
Matières organiques					
Collecte et transport	30				
Traitement	31				
Matériaux secs					
Autres	33				
Plan de gestion	34				
Autres	35				
Cours d'eau	36				
Protection de l'environnement	37				15 225
Autres	38				
	39	1 207 065	1 221 037	1 706 602	1 645 358
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	40	10 500	19 795	19 795	10 703
Sécurité du revenu	41				
Autres	42	35 000	24 021	24 021	19 232
	43	45 500	43 816	43 816	29 935

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	44	235 420	207 132	207 132	218 898
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	45	86 075	382 072	382 072	97 485
Autres biens	46				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	47	29 475	28 695	28 695	62 206
Tourisme	48	289 800	302 306	8 259	310 565
Autres	49	430 950	489 041	24 783	513 824
Autres	50				3 500
	51	1 071 720	1 409 246	33 042	1 442 288
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	52	82 500	117 712	53 981	139 496
Patinoires intérieures et extérieures	53				
Piscines, plages et ports de plaisance	54				
Parcs et terrains de jeux	55	86 355	42 134	42 134	86 828
Parcs régionaux	56				
Expositions et foires	57				
Autres	58	108 490	91 948	91 948	86 699
	59	277 345	251 794	53 981	313 023
Activités culturelles					
Centres communautaires	60			9 633	9 633
Bibliothèques	61	22 480	20 120	5 618	24 824
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	62				
Autres ressources du patrimoine	63				
Autres	64	94 975	117 277		67 357
	65	117 455	137 397	15 251	101 814
	66	394 800	389 191	69 232	414 837

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
	FRAIS DE FINANCEMENT						
	Dette à long terme						
	Intérêts	68	324 000	496 745		496 745	261 360
	Autres frais	69					
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs	70					
	Autres	71	23 985	35 079		35 079	35 079
		72	347 985	531 824		531 824	296 439
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		1 995 342 (	1 995 342)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	9 798	
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 400 472	
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	512 994	2 335 436
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	25 000	29 449
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	636 310	
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	589 668	51 325
Terrains	20	539 200	66 247
Autres	21		
	22	6 713 442	2 482 457

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	9 798	
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	4 913 466	2 335 436
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	1 790 178	147 021
	12	6 713 442	2 482 457

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 758 685	235 113	1 523 572
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	4 305 688	2 159 636	6 105 119
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	4 305 688	3 918 321	595 318
				7 628 691
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 957 004	3 148 010	1 188 369
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10			
Organismes municipaux	11			
Autres tiers	12			
	13	6 957 004	3 148 010	1 188 369
				8 916 645
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	14			
	15	6 957 004	3 148 010	1 188 369
				8 916 645
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs				
Autres	16			
	17			
	18	6 957 004	3 148 010	1 188 369
	19	11 262 692	7 066 331	1 783 687
				16 545 336
Dette en cours de refinancement	20	()	()	()
Reclassement / Redressement	21	(106 643)	106 643	
Dette à long terme	22	11 156 049	7 172 974	1 783 687
				16 545 336

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	16 545 336
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	375 615
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	8 916 645
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	8 004 306
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	8 004 306
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	2 591 649
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	10 595 955
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	10 595 955
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	16 834	16 833	13 229
Évaluation	2	1 680	1 679	1 575
Autres	3	4 625	4 626	4 188
Sécurité publique				
Police	4	15 430	15 431	19 602
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	22 280	23 139	18 711
Autres	10	23 085	23 084	19 837
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	746 440	746 438	726 168
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	4 825	4 825	4 525
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	14 475	14 476	13 575
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	849 674	850 531	821 410

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1	33 629	27 617
Charges sociales	2	4 792	3 922
Biens et services	3	6 531 256	2 312 117
Frais de financement	4	143 765	138 801
Autres	5		
	6	6 713 442	2 482 457

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	6,50	32,50	11 457,75	*****	*****	*****
Professionnels	2						
Cols blancs	3	8,36	32,50	15 469,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	15,95	40,00	33 300,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6	0,15	40,00	5 011,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	30,96		65 237,75	*****	*****	*****
Élus	9	9,00			166 952	11 729	178 681
	10	39,96			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	29 552				29 552
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	1 275 073	4 496 126			5 771 199
	7	1 304 625	4 496 126			5 800 751

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	12 089	5 956
	4	12 089	5 956
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	46 286	22 784
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	46 286	22 784
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	297 903	90 285
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	297 903	90 285
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	127 993	172 632
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		13
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	127 993	172 645
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	47 553	4 769
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	47 553	4 769
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	531 824	296 439

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Cathy Poirier	1.1 Maire	51 895	18 207	6 122	
Nicolas Ste-Croix	1.2 Conseiller	8 256	4 128		
Doris Réhel	1.3 Conseiller	8 256	4 128		
Allyson Cahill-Vibert	1.4 Conseiller	8 256	4 128		
Jonathan Côté	1.5 Conseiller	8 256	4 128		
Shanna Roussy	1.6 Conseiller	8 256	4 128		
Michel Rail	1.7 Conseiller	8 256	4 128		
Yannick Cloutier	1.8 Conseiller	8 256	4 128		
Gaétane Hautcoeur	1.9 Conseiller	8 256	4 128		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 500 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 51 366 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés
Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 357 302 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 281 498 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

46 16 232 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

47 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

48 365 654 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

49 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 121 885 \$

Systèmes de drainage

51 \$

Abords de routes

52 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 503 771 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 114 858 \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 900 127 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

Acquisition de véhicules, machineries et équipements

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 173-2024

b) Date d'adoption de la résolution

58 2024-06-07

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre* ?
- 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 079-2020
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2020-03-03
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 1
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 292
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 151
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-10-01

Nom du signataire : Caroline Dégarie

Fonction du signataire : Trésorière

Date de transmission au Ministère : 2024-10-01

Date et heure de la dernière modification : 2024-10-01 21:46

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	7 370 000	8 042 843	7 632 811
Investissement	2		4 496 126	1 395 782
	3	7 370 000	12 538 969	9 028 593
Charges				
	4	6 707 020	8 884 973	8 666 890
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	662 980	3 653 996	361 703
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 4 496 126)	(1 395 782)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	662 980	(842 130)	(1 034 079)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		1 995 342	1 788 795
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		94 510	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	598 000)	(605 710)	(573 709)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	10 000)	(82 754)	(31 317)
Excédent (déficit) accumulé	12	(54 980)	(10 887)	142 693
Autres éléments de conciliation	13		3 298	(9 110)
	14	(662 980)	1 393 799	1 317 352
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		551 669	283 273

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	346 704	1 850 949
Débiteurs	2	16 297 009	12 935 838
Placements de portefeuille	3	27 365	21 054
Autres	4		
	5	16 671 078	14 807 841
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	16 389 647	11 069 146
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	5 758 732	8 112 938
	10	22 148 379	19 182 084
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(5 477 301)	(4 374 243)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	63 075 363	58 357 263
Autres	13	272 524	233 570
	14	63 347 887	58 590 833
Excédent (déficit) accumulé	15	57 870 586	54 216 590

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 141 235	1 467 688
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Fonds de stationnement	2.1	7 800	7 800
▪ Travaux, honoraires et autres	2.2	802 282	740 338
	3	810 082	748 138
Réserves financières			
▪ Infrastructures touristiques	4.1	312 635	228 743
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	38 626	145 907
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	92 680	114 173
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	20 000	10 000
Autres			
▪ Fonds réservé pour rôle d'évaluation	10.1	20 000	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	()
Financement des investissements en cours	12	(17 825)	(2 455 282)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	55 453 153	53 957 223
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	57 870 586	54 216 590

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	8 004 306
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	10 595 955

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	6 105 119	4 305 688
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 523 572	
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	8 916 645	6 957 004
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		(106 643)
	11	16 545 336	11 156 049

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	12	5 040 350	5 195 335	4 929 224
Compensations tenant lieu de taxes	13	520 090	517 650	481 219
Quotes-parts	14			
Transferts	15	1 028 060	1 304 625	879 369
Services rendus	16	531 500	607 947	961 319
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	86 000	124 029	120 148
Autres	18	164 000	293 257	261 532
	19	7 370 000	8 042 843	7 632 811
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		4 496 126	1 395 782
Autres	23			
	24		4 496 126	1 395 782
	25	7 370 000	12 538 969	9 028 593

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	1 219 395	1 146 681	43 862	1 190 543	1 215 137
Sécurité publique						
Police	2	241 280	259 362		259 362	255 566
Sécurité incendie	3	292 285	384 135	147 722	531 857	427 698
Autres	4	12 600	5 288		5 288	9 253
Transport						
Réseau routier	5	1 829 025	1 452 828	1 212 699	2 665 527	2 934 053
Transport collectif	6	45 365	46 223	3 220	49 443	41 768
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	460 625	474 599	470 421	945 020	888 822
Matières résiduelles	9	746 440	746 438	15 144	761 582	741 311
Autres	10					15 225
Santé et bien-être	11	45 500	43 816		43 816	29 935
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	235 420	207 132		207 132	218 898
Promotion et développement économique	13	750 225	820 042	33 042	853 084	1 076 963
Autres	14	86 075	382 072		382 072	100 985
Loisirs et culture	15	394 800	389 191	69 232	458 423	414 837
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	347 985	531 824		531 824	296 439
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	6 707 020	6 889 631	1 995 342	8 884 973	8 666 890
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		1 995 342 (	1 995 342)		
	21	6 707 020	8 884 973		8 884 973	8 666 890

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	4 496 126	1 395 782
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 713 442)(	2 482 457)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	9 609)(	9 609)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 833 177	
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	82 754	31 317
Excédent accumulé	6	747 431	343 820
	7	(2 059 689)	(2 116 929)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	2 436 437	(721 147)

Extrait du rapport financier, page S14